

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 24/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAMP

Le Pharo
58, boulevard Charles Livon
13007 Marseille

Références : SS-D-2025-0751
Code AIOT : 0006404706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement MAMP implanté CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues. L'inspection a été annoncée le 24/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 27/10/2023, l'arrêté ministériel du 07/08/2023 est venu modifier l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND). L'article 64 de l'arrêté du 15/02/2016 prévoit que la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 du Code de l'environnement doit être mise en œuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets. Ces conclusions (WT - Waste Treatment) ont été publiées le 17 août 2018. En l'absence de référentiel spécifique pour les ISDND dans la décision d'exécution 2018/1147 de la Commission européenne, la conformité à l'arrêté du 15/02/2016, modifié par l'arrêté du 07/08/2023 (publié au JO le 27/10/2023), constitue le référentiel du réexamen. Dans ce cadre, des contrôles seront

effectués afin de vérifier la conformité du site avec cette réglementation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAMP
- CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006404706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Aix Marseille Provence exploite une installation de stockage de déchets non dangereux, une installation de compostage et une déchèterie, au lieu-dit Vallon du Fou, conformément à l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Indisponibilité	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Demande d'action corrective	1 mois
7	Bilan énergétique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.2 .2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
3	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II	Sans objet
4	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	Sans objet
5	Débit des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 24	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Programme de surveillance eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Sans objet
8	Envols	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 3.1.4	Sans objet
10	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.2.3	Sans objet
11	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence l'absence d'étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté, exigée au titre de l'année 2023.

Cette étude avait été demandée lors de l'inspection précédente du 20 juin 2024.

Au vu de ces constats, une mise en demeure est proposée au Préfet des Bouches-du-Rhône.

Concernant les autres points de contrôle ciblés en lien avec la procédure de réexamen, l'exploitation des installations se réalise globalement dans le respect des meilleurs techniques disponibles (MTD) et prescriptions de l'AMPG ISDND applicable. Il est toutefois demandé à l'exploitant de mener des actions correctives afin de garantir le retour à la conformité pour les rejets issus de la torchère, et de mettre à jour les plans des réseaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Indisponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
Constats :

<p>La maintenance des installations de traitement du biogaz est confiée à un prestataire extérieur. Des rapports de suivi ont été consultés.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre des arrêts de l'installation, qui a été consulté.</p> <p>Le rapport d'analyse des effluents gazeux ainsi que la composition du biogaz a été consulté pour l'année 2024.</p> <p>Des dépassements de certaines valeurs limites des effluents gazeux ont été observées lors de la campagne de novembre 2024 et d'avril 2025 portant sur les paramètres SO₂ et CO.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mener des actions correctives afin de garantir le retour à la conformité pour les paramètres concernés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Conception
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; -limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; -respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; -gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>La consommation d'eau de l'ISDND du Vallon du Fou fait l'objet d'un suivi régulier de la part de l'exploitant.</p> <p>Le tableau de suivi fait apparaître une consommation annuelle inférieure à 200 m³ par an.</p> <p>Le sujet du dépassement récurrent des valeurs limites de certains paramètres des rejets lixiviats n'a pas été abordé.</p> <p>Des sanctions administratives sont en cours (cf AP astreinte du 29/07/2025).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II
Thème(s) : Risques chroniques, Programme contrôle biogaz

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Constats :</p> <p>La maintenance des installations de traitement du biogaz est confiée à un prestataire extérieur. Le programme de maintenance ainsi que les rapports de suivi annuels de maintenance ont été transmis par courriels des 12/06/2025 et 12/08/2025. Ils n'appellent pas d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Programme contrôle biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport 2024 de contrôle des émissions fugitives a été consulté lors de l'inspection. Il fait état des émissions surfaciques de méthane et des points singuliers d'émissions de méthane.</p> <p>Des recommandations de travaux sont proposées notamment au niveau de 3 zones de l'alvéole n°2, ainsi que sur certains éléments du dispositif de captage du biogaz.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que les travaux recommandés lors de ces campagnes sont mis en œuvre, sans que cela soit réellement formalisé. Par courriel du 12/08/2025, l'exploitant nous communique un tableau de suivi mis en place depuis la visite, permettant de visualiser les dysfonctionnements constatés à l'occasion des campagnes des émissions fugitives et les travaux réalisés ensuite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Débit des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Débit des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Sauf disposition particulière précisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées. Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides. L'arrêté d'autorisation précise la teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportées les valeurs limites sauf dans les cas où l'oxygène est proscrit ou présente un taux négligeable.
Constats : <i>L'arrêté préfectoral du site du 09/02/2009 stipule bien que « les rejets issus des installations de traitement du biogaz doivent respecter les valeurs limites suivantes en température ou en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec »</i> Le rapport de surveillance consulté fait état des résultats des mesures calculés conformément aux exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Programme de surveillance eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation eau
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation. Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a pas de prélèvement d'eau sur le site. L'exploitant justifie que la consommation annuelle du site est inférieure à 200 m ³ , un tableau de suivi est mis en place et est tenu régulièrement à jour par l'exploitant (cf PC N° 2).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bilan énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation et production énergie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. <p>Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis son bilan énergétique qui comprend pour la partie consommation la consommation électrique des installations ainsi que la consommation de carburant des engins d'exploitation.</p> <p>Il n'y a pas de production d'énergie ni d'énergie valorisée sur le site.</p> <p>Le bilan énergétique pour l'année 2023 était déjà à l'ordre du jour de la visite du 20 juin 2024. En l'absence des éléments demandés lors de l'inspection de 2024, l'exploitant devait transmettre l'étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté et le bilan énergétique 2023 sous 1 mois (cf lettre préfectorale de suite du 15/01/2025).</p> <p>A ce jour, le bilan énergétique 2023 a été transmis par courriel du 12/06/2025 mais sans l'étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser une étude technico-économique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Envol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Envol
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour limiter les envols, la formation d'aérosols et les émissions de poussières. Pour les envols et notamment après les périodes de vents forts, des</p>

dispositions sont prises pour déclencher au plus vite les opérations de ramassage.[...]
Constats : Le site est relativement propre le jour de la visite, même si des envols sont visibles en quantités limitées aux abords du site. Le ramassage est en cours par un prestataire dédié. Un marché spécifique est opérationnel depuis le 01/07/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.2 .2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, notamment pour le casier de stockage des déchets en relation avec les phases successives de son exploitation, - les ouvrages de toutes sortes (bassins d'orage, tampon, vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Les différents plans des réseaux ont été transmis par courriel du 12/06/2025. Les informations demandées sont visibles, à l'exception de l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation. Il est demandé à l'exploitant de faire apparaître ces éléments lors de la prochaine mise à jour des plans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée :

<p>Les réseaux de collecte des effluents et des lixiviats en particulier sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les réseaux sont régulièrement entretenus. Un hydrocurage des réseaux est effectué une fois par an par un prestataire extérieur. Une surveillance régulière est effectuée par le personnel métropole, des travaux de maintenance des réseaux sont exécutés en cas de besoin (ex constat de travaux sur tête de tampon lors de la visite terrain). Une synthèse hebdomadaire est tenue à jour et a été consultée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Isolement avec les milieux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur et il concerne, en particulier, les installations suivantes : - bassin de lixiviats, - déshuileurs / débourbeurs de la déchetterie et de l'aire de distribution de carburant des installations de stockage. - Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les systèmes d'isolement sont en place. La consigne transmise par courriel du 12/08/2025 détaille le mode opératoire à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle. Les vannes sont signalées, accessibles et actionnables facilement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>